

**No. 27689**

---

**FRANCE**  
**and**  
**DOMINICAN REPUBLIC**

**Air Transport Agreement (with routes schedule). Signed at Santo Domingo on 8 December 1969**

**Exchange of notes constitnting an agreement amending the above-mentioned Agreement. Santo Domingo, 20 August 1987**

*Authentic texts: French and Spanish.*

*Registered by France on 7 December 1990.*

---

**FRANCE**  
**et**  
**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**

**Accord relatif aux transports aériens (avec tableau de routes). Signé à Saint-Domingue le 8 décembre 1969**

**Échange de notes constituant un accord modifiant l'Accord susmentionné. Saint-Domingue, 20 août 1987**

*Textes authentiques : français et espagnol.*

*Enregistrés par la France le 7 décembre 1990.*

# ACCORD<sup>1</sup> RELATIF AUX TRANSPORTS AÉRIENS ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Le Gouvernement de la République Française

et

Le Gouvernement de la République Dominicaine

Désireux de favoriser le développement des transports aériens entre la République Française et la République Dominicaine et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, la coopération internationale dans ce domaine ;

Soucieux d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944<sup>2</sup>,

Sont convenus de ce qui suit :

## T I T R E I

### GENERALITES

#### Article 1

Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits définis au présent accord en vue de l'établissement des relations aériennes civiles internationales énumérées à l'annexe ci-jointe.

#### Article 2

Pour l'application du présent accord et de son annexe, le mot "territoire" s'entend tel qu'il est défini à l'article 2 de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale.

#### Article 3

1. Les aéronefs utilisés en trafic international par les entreprises de transports aériens désignées d'une Partie Contractante ainsi que leurs équipements normaux, leur

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 15 décembre 1970, date de la dernière des notifications (des 17 août et 15 décembre 1970) par lesquelles les Parties contractantes se sont notifiées l'accomplissement de leurs formalités constitutionnelles respectives, conformément à l'article 20.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 15, p. 295. Pour les textes des Protocoles amendant cette Convention, voir vol. 320, p. 209 et 217; vol. 418, p. 161; vol. 514, p. 209; vol. 740, p. 21; vol. 893, p. 117; vol. 958, p. 217; vol. 1008, p. 213, et vol. 1175, p. 297.

réserve de carburants et lubrifiants, leurs provisions de bord (y compris les denrées alimentaires, les boissons et tabacs) seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exonérés de tous droits de douane, frais d'inspection et autres droits ou taxes similaires, à condition que ces équipements et approvisionnements demeurent à bord des aéronefs jusqu'à leur réexportation.

2. Seront également exonérés de ces mêmes droits et taxes à l'exception des redevances ou taxes représentatives de services rendus :

- a. les provisions de bord de toute origine prises sur le territoire d'une Partie Contractante dans les limites fixées par les Autorités de ladite Partie Contractante et embarquées sur les aéronefs assurant un service international de l'autre Partie Contractante ;
- b. les pièces de rechange importées sur le territoire de l'une des Parties Contractantes pour l'entretien ou la réparation des aéronefs employés à la navigation internationale des entreprises de transports aériens désignées de l'autre Partie Contractante ;
- c. les carburants et lubrifiants destinés à l'avitaillement des aéronefs exploités en trafic international par les entreprises de transports aériens désignées de l'autre Partie Contractante, même lorsque ces approvisionnements doivent être utilisés sur la partie du trajet effectuée au-dessus du territoire de la Partie Contractante sur lequel ils ont été embarqués.

3. Les équipements normaux de bord, ainsi que les matériels et approvisionnements se trouvant à bord des aéronefs d'une Partie Contractante ne pourront être déchargés sur le territoire de l'autre Partie Contractante qu'avec le consentement des autorités douanières de ce territoire. En ce cas, ils pourront être placés sous la surveillance desdites autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'ils aient fait l'objet d'une déclaration de douane.

#### Article 4

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante, aux fins d'exploitation des routes aériennes spécifiées à l'annexe ci-jointe.

Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

### Article 5

a. Les lois et règlements de chaque Partie Contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre Partie Contractante.

b. Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements régissant sur le territoire de chaque Partie Contractante, l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux douanes et aux mesures découlant des règlements sanitaires.

### Article 6

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser à une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante l'autorisation d'exploitation ou de révoquer une telle autorisation lorsque, pour des motifs fondés, elle estime ne pas avoir la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de l'autre Partie Contractante ou de nationaux de cette dernière, ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 5 ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord.

### Article 7

Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, demander une consultation entre les Autorités compétentes des Parties Contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent accord.

Cette consultation commencera au plus tard dans les 60 (soixante) jours à compter du jour de réception de la demande.

Les modifications qu'il aurait été décidé d'apporter à cet accord entreront en vigueur après leur confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

### Article 8

Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante son désir de dénoncer le présent Accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par l'autre Partie

Contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. Au cas où la Partie Contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, ladite notification serait tenue pour reçue quinze (15) jours après sa réception au siège de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

#### Article 9

1. Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'article 7, soit entre les autorités aéronautiques, soit entre les Gouvernements des Parties Contractantes, il sera soumis sur demande d'une des Parties Contractantes à un tribunal arbitral.

2. Ce tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre. Les deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme Président.

Si, dans un délai de 2 mois à dater du jour où l'un des deux Gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés, ou si, dans le cours du mois suivant, les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un Président, chaque Partie Contractante pourra demander au Président du Conseil de l'O.A.C.I. de procéder aux désignations nécessaires.

3. Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les Parties Contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.

4. Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas, considérée comme définitive.

5. Si l'une des Parties Contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre Partie Contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre, ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent Accord à la Partie Contractante en défaut.

6. Chaque Partie Contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du Président désigné.

#### Article 10

Le présent accord et son annexe seront communiqués à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale pour y être enregistrés.

T I T R E II  
S E R V I C E S A G R É E S

Article 11

Le Gouvernement de la République Française accorde au Gouvernement de la République Dominicaine et, réciproquement, le Gouvernement de la République Dominicaine accorde au Gouvernement de la République Française le droit de faire exploiter, par une ou plusieurs entreprises aériennes désignées, les services aériens définis aux tableaux de routes figurant à l'annexe du présent accord. Lesdits services seront dorénavant désignés par l'expression "Services agréés".

Article 12

a. Les services agréés pourront être exploités immédiatement ou à une date ultérieure au choix de la Partie Contractante à laquelle les droits sont accordés à condition que :

1. la Partie Contractante à laquelle les droits ont été accordés ait désigné une ou plusieurs entreprises de transport aérien pour exploiter la ou les routes définies ;
2. la Partie Contractante qui accorde les droits ait donné, dans les conditions prévues au paragraphe b. ci-dessous, à l'entreprise ou aux entreprises intéressées, l'autorisation d'exploitation requise, laquelle devra être accordée, dans le plus court délai possible, sous réserve des dispositions de l'article 6 du présent accord.

b. Les entreprises désignées pourront être appelées à fournir aux autorités aéronautiques de la Partie Contractante qui concède les droits la preuve qu'elles se trouvent en mesure de satisfaire aux exigences prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par ces autorités au fonctionnement des entreprises commerciales de transport aérien.

Article 13

1. Chaque Partie Contractante accorde à l'autre Partie Contractante, pour l'exploitation de ses services aériens réguliers internationaux - autres que ceux qui sont exploités dans le cadre dudit accord - par des entreprises aériennes de cette autre Partie Contractante, comme si lesdites entreprises avaient été désignées conformément aux dispositions de l'article 12 du présent accord :

- a. le droit de survoler son territoire sans y atterrir,

b. le droit d'effectuer des escales non commerciales sur ledit territoire.

2. Pour l'application des dispositions prévues au paragraphe 1. du présent article, chaque Partie Contractante a le droit de définir les routes qui doivent être suivies sur son territoire et les aéroports qui doivent être utilisés par les entreprises aériennes de l'autre Partie Contractante.

#### Article 14

La ou les entreprises aériennes désignées par le Gouvernement français, conformément au présent accord, bénéficieront en territoire de la République Dominicaine du droit de débarquer et d'embarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises aux escales, sur les routes françaises énumérées à l'annexe ci-jointe.

La ou les entreprises aériennes désignées par le Gouvernement de la République Dominicaine, conformément au présent accord, bénéficieront en territoire français du droit de débarquer et d'embarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises aux escales, sur les routes dominicaines énumérées à l'annexe ci-jointe.

#### Article 15

La ou les entreprises désignées par chacune des deux Parties Contractantes devront être assurées d'un traitement juste et équitable, afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.

Elles devront prendre en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels, afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs. Dans cet esprit, elles s'efforceront notamment de concentrer sur les lignes faisant l'objet de cet accord le maximum du trafic passagers et marchandises entre les territoires de leurs pays respectifs.

D'autre part, pour l'exploitation des routes figurant au tableau des routes françaises et dominicaines, les entreprises désignées par les deux Parties Contractantes s'entendront sur les conditions d'exploitation des services agréés ainsi que sur la détermination des capacités mises en oeuvre, en vue d'assurer autant que possible une répartition égale de la capacité.

#### Article 16

Sur chacune des routes figurant à l'annexe au présent accord, les services agréés auront pour objectif primordial la mise en oeuvre, à un coefficient d'utilisation tenu pour raisonnable, d'une capacité adaptée aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles du trafic aérien international en provenance ou à destination du territoire

de la Partie Contractante qui aura désigné la ou les entreprises exploitant lesdits services.

La ou les entreprises désignées par l'une des Parties Contractantes pourront satisfaire, dans la limite de la capacité globale prévue au premier alinéa du présent article, aux besoins du trafic entre les territoires des Etats tiers situés sur les routes convenues et le territoire de l'autre Partie Contractante, compte tenu des services locaux et régionaux.

Une capacité additionnelle pourra accessoirement être mise en oeuvre, en sus de celle visée au premier alinéa du présent article, chaque fois que le justifieront les besoins de trafic des pays desservis par la route.

#### Article 17

1. Les tarifs à appliquer par l'une quelconque des entreprises désignées de chaque Partie Contractante, pour les trajets en provenance ou à destination du territoire de l'autre Partie Contractante conformément à l'annexe au présent accord, seront soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des Parties Contractantes dans le cadre de leurs pouvoirs respectifs et seront autant que possible fixés par accord entre les entreprises désignées des deux Parties Contractantes, et dans le cas où les entreprises ne seraient pas membres de l'I.A.T.A. ou d'une autre organisation similaire, à un niveau raisonnable, en tenant compte des données suivantes :

- a. le coût de l'exploitation
- b. le type d'aéronef utilisé pour l'exploitation de la route
- c. les caractéristiques du service
- d. les bénéfices raisonnables.

2. Les tarifs ainsi établis par les entreprises désignées seront soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes au moins 90 jours avant la date de leur mise en vigueur ; ce délai pouvant être réduit dans des cas spéciaux, par accord mutuel entre lesdites Autorités.

3. Si les entreprises désignées ne parviennent pas à un accord pour fixer un tarif, ou si pour toute autre raison un tarif ne peut être fixé conformément au paragraphe 1 du présent article, ou si pendant les trente premiers jours de la période de 90 jours mentionnée au paragraphe 2. du présent article, une Partie Contractante avise l'autre Partie Contractante qu'elle n'est pas satisfaite du tarif proposé conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les autorités aéronautiques des Parties Contractantes essayeront de déterminer d'un commun accord un tarif moyen.



4. Si les Autorités aéronautiques ne peuvent parvenir à un accord pour approuver les tarifs proposés, conformément au paragraphe 2 du présent article, ou pour fixer un tarif quelconque conformément au paragraphe 3 du présent article, le différend serait réglé conformément aux dispositions prévues à l'article 9 du présent accord.

5. Les tarifs établis conformément aux dispositions du présent article resteront en vigueur jusqu'à ce que les nouveaux tarifs soient établis conformément aux dispositions du présent article.

#### Article 18

A. Des vols non réguliers en provenance ou à destination des territoires des Parties Contractantes pourront être effectués par une entreprise d'une Partie Contractante après autorisation spéciale des Autorités aéronautiques de l'autre Partie Contractante.

B. Les demandes d'autorisation de cette entreprise devront parvenir directement aux Autorités aéronautiques intéressées avec un préavis minimum de 15 jours avant le vol de l'aéronef, non compris les samedis, dimanches et jours fériés, sauf dérogations qui pourront être demandées pour des cas exceptionnels.

C. La réalisation de ces vols non réguliers sera, de toute manière, subordonnée au respect des normes internationales applicables aux vols affrétés. L'agrément des Autorités aéronautiques portera également sur les tarifs pratiqués.

#### Article 19

Chacune des Parties Contractantes s'engage à accorder à l'autre Partie Contractante le transfert au taux officiel de change de l'excès de celles des recettes sur les dépenses réalisées sur son territoire provenant du transport des passagers et des bagages, et de l'expédition du courrier et du fret par les entreprises désignées de l'autre Partie Contractante. Les transferts devront être autorisés par les autorités bancaires compétentes. Dans le cas où le régime des paiements entre Les Parties Contractantes serait régi par un accord spécial, c'est ledit accord qui s'appliquerait.

DISPOSITION FINALEArticle 20

Le présent accord entrera en vigueur à partir de la date à laquelle les deux Parties Contractantes se seront mutuellement notifié l'accomplissement de leurs formalités constitutionnelles respectives.

Fait à Saint-Domingue  
le 8 *Décembre* 1969

en double exemplaire dans les langues française et espagnole,  
les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République Française :

[*Signé — Signed*]<sup>1</sup>

Pour le Gouvernement  
de la République Dominicaine :

[*Signé — Signed*]<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Signé par René Fourier-Ruelle — Signed by René Fourier-Ruelle.

<sup>2</sup> Signé par Fernando A. Amiamatio — Signed by Fernando A. Amiamatio.

TABLEAU DES ROUTESA. Route française

Des Antilles françaises via Antigua, Saint-Martin, San-Juan de Porto-Rico (1) vers Saint-Domingue et au-delà via Haïti et la Jamaïque vers Guatémala et Mexico (2) et vice-versa.

- (1) Entre Saint-Domingue et San-Juan de Porto-Rico la ou les entreprises françaises désignées ne disposeront que des droits suivants :
- a) Droit d'embarquer à Saint-Domingue vers San-Juan de Porto-Rico des passagers en provenance d'un point autre que Saint-Domingue et qui, après avoir fait escale à Saint-Domingue, se dirigent vers San-Juan, et vice-versa.
  - b) Droit d'embarquer à Saint-Domingue vers San-Juan de Porto-Rico des passagers originaires de Saint-Domingue à destination d'un point aux Petites Antilles situé au-delà de San-Juan de Porto-Rico et vice-versa.
- (2) Entre Saint-Domingue et Mexico la ou les entreprises désignées ne disposeront que du droit d'embarquer à Saint-Domingue vers Mexico, des passagers en provenance d'un point qui ne soit pas Saint-Domingue, et qui, après avoir fait escale à Saint-Domingue, se dirigent vers Mexico, et vice-versa.

B. Route dominicaine

De la République dominicaine via des points intermédiaires vers Pointe-à-Pitre et Fort-de-France, et au-delà vers la Barbade, Trinidad et un point aux Antilles hollandaises.

C. Clause d'omission de point

Tout point intermédiaire ou au-delà pourra ne pas être desservi par une compagnie désignée, sur tout ou partie de ses services, à condition que le point de départ soit situé sur le territoire de la Partie Contractante ayant désigné la compagnie.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

## CONVENIO SOBRE TRANSPORTE AÉREO ENTRE LA REPÚBLICA DOMINICANA Y LA REPÚBLICA FRANCESA

El Gobierno de la República Dominicana y  
El Gobierno de la República Francesa

que ha sido definido en el Artículo 2 de la Convención relativa a la Aviación Civil Internacional.

Deseosos de favorecer el desarrollo de los transportes aéreos entre la República Dominicana y la República Francesa y de continuar, en la medida más amplia que sea posible, la cooperación internacional en este campo;

Preocupados por aplicar a estos transportes los principios y las disposiciones de la Convención relativa a la Aviación Civil Internacional firmada en Chicago el 7 de Diciembre de 1944;

Han acordado lo siguiente :

### TITULO I

#### GENERALIDADES

##### ARTICULO I

Las Partes Contratantes se otorgan mutuamente los derechos especificados en el presente acuerdo para el establecimiento de las relaciones aéreas civiles internacionales enumeradas en el anexo adjunto.

##### ARTICULO II

Para la aplicación del presente acuerdo y de su anexo, la palabra "Territorio" tendrá el significado

##### ARTICULO III

1) Las aeronaves utilizadas en el tráfico internacional por las empresas de transporte aéreo designadas por una Parte Contratante como también sus equipos normales, su reserva de carburantes y lubricantes, sus provisiones de abordó (inclusive los productos alimenticios, las bebidas y los tabacos) serán, al entrar en el territorio de la otra Parte Contratante, exonerados de todos los derechos de aduana, gastos de inspección y otros derechos o tasas similares, a condición de que estos equipos y aprovisionamientos permanezcan abordo de las aeronaves hasta su reexportación.

2) Serán igualmente exonerados de estos mismos derechos y tasas, con excepción de los derechos o tasas motivadas por los servicios prestados:

a) Las provisiones de abordó de cualquier origen tomadas en el territorio de una Parte Contratante en los límites fijados por las Autoridades de la dicha Parte Contratante y embarcadas en las aeronaves que prestan un servicio internacional de la otra Parte Contratante;

b) Las piezas de recambio importadas al territorio de una de las Partes Contratantes para el mantenimiento o la reparación de las aeronaves empleadas en la navegación internacional de las empresas de transporte aéreo designadas por la otra Parte Contratante;

c) Los carburantes y lubricantes destinados al abastecimiento de las aeronaves explotadas en el tráfico internacional por las empresas de transporte aéreo designadas por la otra Parte Contratante, aún cuando estos aprovisionamientos deban ser utilizados sobre la parte del trayecto efectuado por encima del territorio de la Parte Contratante en el que han sido embarcados.

3) Los equipos normales de abordaje, así como los materiales y aprovisionamientos que se hallaren a bordo de las aeronaves de una Parte Contratante, no podrán ser descargados en el territorio de la otra Parte Contratante, salvo consentimiento de las autoridades aduaneras de este territorio. En este caso, podrán ser colocados bajo la vigilancia de las citadas autoridades hasta que sean vueltas a exportar o hasta que hayan sido objeto de una declaración de aduana.

#### ARTICULO IV

Los certificados de aeronavegabilidad y los certificados de aptitud y las licencias expedidos o revalidados por una de las Partes Contratantes, que no estén vencidos, serán reconocidos como válidos por la otra Parte Contratante, con fines de explotación de las líneas aéreas especificadas en el Anexo adjunto.

Cada Parte Contratante se reserva sin embargo, el derecho de no reconocer como válidos para la circulación sobre su propio territorio, los certificados de aptitud y las licencias expedidos a sus propios súbditos por otro Estado.

#### ARTICULO V

a) Las leyes y los reglamentos de cada Parte Contratante relativos a la entrada y a la salida de su territorio de las aeronaves utilizadas en la navegación internacional, o relativos a la explotación y a la navegación de las citadas aeronaves durante su presencia en los límites de su territorio, se aplicarán a las aeronaves de la empresa o de las empresas de la otra Parte Contratante.

b) Los pasajeros, tripulación y los expedidores de mercancías por vía aérea se someterán, sea personalmente, sea por intermedio de un tercero que actúe en su nombre y por su cuenta, a las leyes y reglamentos que rijan en el territorio de cada Parte Contratante, la entrada, la permanencia y la salida de los pasajeros, tripulación o mercancías, tales como los que se aplican a la entrada, a las formalidades de despacho, migración, aduana y las medidas que se derivan de los reglamentos sanitarios.

#### ARTICULO VI

Cada Parte Contratante se reserva el derecho de rehusar a una empresa designada por la otra Parte Con -

tratante la autorización de explotación o de revocar tal autorización cuando, por motivos fundados, estime no tener la prueba de que una parte preponderante de la propiedad y el control efectivo de esta empresa estén en las manos de la otra Parte Contratante o de nacionales de esta última, o cuando esta empresa no se ajuste a las leyes y reglamentos descritos en el Artículo V o no cumpla las obligaciones que le impone el presente convenio.

#### ARTICULO VII

Cada Parte Contratante podrá, en todo momento, pedir una consulta entre las autoridades competentes de las Partes Contratantes para la interpretación, la aplicación o las modificaciones del presente convenio.

Esta consulta empezará a más tardar dentro de los 60 (sesenta) días siguientes, contando a partir del día en que se haya recibido la solicitud.

Las modificaciones que se decidiera hacer a este convenio entrarán en vigor después de su confirmación por medio de un intercambio de notas por vía diplomática.

#### ARTICULO VIII

Cada Parte Contratante podrá, en todo momento, notificar a la otra Parte Contratante su deseo de denunciar el presente convenio. Tal notificación será comunicada simultáneamente a la Organización de Aviación Civil Internacional. La denuncia tendrá efecto un año después de la fecha de la recepción de la notificación por la otra Parte Contratante, a menos que esta notificación sea re-

tirada de común acuerdo antes del fin de este período. En el caso de que la Parte Contratante que recibiera una tal notificación no acusare recibo, la citada notificación sería considerada como recibida quince días (15) después de su recepción en la sede de la Organización de Aviación Civil Internacional.

#### ARTICULO IX

1) En el caso de que un desacuerdo relativo a la interpretación o a la aplicación del presente convenio no hubiera podido ser resuelto, conforme a las disposiciones del Artículo VII, sea entre las autoridades aeronáuticas, sea entre los Gobiernos de las Partes Contratantes, será sometido, a solicitud de una de las Partes Contratantes, a un tribunal de arbitraje.

2) Este tribunal de arbitraje estará compuesto por tres miembros.

Cada uno de los dos Gobiernos designará un árbitro. Los dos árbitros se pondrán de acuerdo sobre la designación de un súbdito de un tercer Estado como Presidente. Si, en un plazo de dos meses, a partir del día en el que uno de los dos Gobiernos ha propuesto la solución arbitral del litigio, los dos árbitros no han sido designados, o si, en el curso del mes siguiente, los árbitros no se han puesto de acuerdo sobre la designación de un Presidente, cada Parte Contratante podrá pedir al Presidente del Consejo de la O.A.C.I. que proceda a las designaciones necesarias.

3) El tribunal de arbitraje decidirá, si no logra resolver el desacuerdo amistosamente, por mayoría de votos.

Siempre y cuando las Partes Contratantes no decidan lo contrario, establecerá él mismo, sus principios de procedimiento y determinará su sede.

4) Las Partes Contratantes se comprometen a ajustarse a las medidas provisionales que pudieran ser dictadas en el curso de la instancia, así como a la decisión arbitral; esta última siendo considerada en cualquier caso como definitiva.

5) Si una de las Partes Contratantes no acata las decisiones de los árbitros, la otra Parte Contratante podrá, mientras durare la falta, limitar, suspender o revocar los derechos o privilegios que había concedido, en virtud del presente convenio, a la otra Parte Contratante en falta.

6) Cada Parte Contratante asumirá la remuneración de la actividad de su árbitro y la mitad de la remuneración del Presidente designado.

#### ARTICULO X

El presente convenio y su Anexo serán comunicados a la Organización de Aviación Civil Internacional para ser registrados allí.

### TITULO II

#### SERVICIOS CONVENIDOS

#### ARTICULO XI

El Gobierno de la República Dominicana otorga al Gobierno de la República Francesa y, recíprocamente, el Gobierno de la República Francesa otorga al Gobierno de la República

Dominicana el derecho de hacer explotar, por una o por varias empresas aéreas designadas, los servicios aéreos especificados en los Cuadros de rutas que figuran en el Anexo del presente convenio. Los citados servicios serán desde ahora en adelante designados por la expresión "Servicios Convenidos".

#### ARTICULO XII

a) Los servicios convenidos podrán ser explotados inmediatamente o en una fecha posterior, a elección de la Parte Contratante a quien le han sido otorgados los derechos, a condición de que:

1) La Parte Contratante a la que le han sido otorgados los derechos haya designado una o varias empresas de transporte aéreo para explotar la o las rutas especificadas.

2) La Parte Contratante que otorga los derechos haya dado, en las condiciones previstas en el párrafo b) siguiente, a la empresa o a las empresas interesadas, la autorización de explotación requerida, la cual deberá ser otorgada, dentro del más breve plazo posible, bajo reserva de las disposiciones del Artículo VI del presente convenio.

b) Las empresas designadas podrán ser requeridas para que presenten a las Autoridades Aeronáuticas de la Parte Contratante que concede los derechos, la prueba de que se encuentran preparadas para satisfacer las

exigencias prescritas por las leyes y reglamentos normalmente aplicados por dichas autoridades para el funcionamiento de las empresas comerciales de transporte aéreo.

#### ARTICULO XIII

1) Cada Parte Contratante otorga a la otra Parte Contratante, para la explotación de sus servicios aéreos regulares internacionales además de los que son explotados dentro de los términos del presente convenio por empresas aéreas de esta otra Parte Contratante, como si dichas empresas hubieran sido designadas de conformidad con las disposiciones del Artículo XII del presente convenio:

- a) El derecho de sobrevolar su territorio sin aterrizar en él; y
- b) El derecho de efectuar escalas no comerciales en dicho territorio.

2) Para la aplicación de las disposiciones previstas en el párrafo 1) del presente artículo, cada Parte Contratante tiene el derecho de especificar qué rutas deben ser seguidas en su territorio y qué aeropuertos deben ser utilizados por las empresas aéreas de la otra Parte Contratante.

#### ARTICULO XIV

La o las empresas aéreas designadas por el Gobierno de la República Dominicana, de conformidad al presente convenio, se beneficiarán

en el territorio francés, del derecho de desembarcar y embarcar, en tráfico internacional, pasajeros, correos y mercancías, en las escalas, en las rutas comunicadas enumeradas en el Anexo adjunto.

La o las empresas aéreas designadas por el Gobierno francés, de conformidad al presente convenio, se beneficiarán en el territorio de República Dominicana, del derecho de desembarcar y de embarcar, en tráfico internacional, pasajeros, correos y mercancías, en las escalas, en las rutas francesas enumeradas en el Anexo adjunto.

#### ARTICULO XV

La o las empresas designadas por cada una de las Partes Contratantes deberán recibir un trato justo y equitativo, con el fin de poder disfrutar de posibilidades iguales para la explotación de los "Servicios Convenidos".

Deberán tomarse en consideración sobre los recorridos comunes sus intereses mutuos, a fin de no realizar indebidamente sus servicios respectivos. En este sentido, se esforzarán sobre todo en concentrar sobre las líneas de recorrido, que constituyen el objeto de este convenio, el máximo de tráfico de pasajeros y mercancías entre los territorios de sus países respectivos.



Por otra parte, para la explotación de las rutas que figuran en el cuadro de las rutas francesas y dominicanas, las empresas designadas por las dos Partes Contratantes se pondrán de acuerdo sobre las condiciones de explotación de los Servicios Convenidos, al igual que la determinación de las capacidades empleadas, para asegurar, en cuanto se pueda, una repartición igual de la capacidad.

#### ARTICULO XVI

Sobre cada una de las rutas que figuran en el Anexo del presente convenio, los servicios convenidos tendrán como objeto primordial la puesta en práctica, con un coeficiente de utilización razonable, de una capacidad adaptada a las necesidades normales y razonablemente previsibles del tráfico aéreo internacional con origen o destino al territorio de la Parte Contratante que haya designado la o las empresas que explotar los citados servicios.

La o las empresas designadas por una de las Partes Contratantes podrán satisfacer, en los límites de la capacidad global prevista en el primer párrafo del presente Artículo, las necesidades del tráfico entre los territorios de los terceros Estados situados en las rutas convenidas y el territorio de la otra Parte Contratante, teniendo en cuenta los servicios locales y regionales.

Una capacidad adicional podrá, accesoriamente, ser puesta en práctica además de la prevista en el párrafo primero del presente Artículo, cada vez que lo justifique la necesidad del tráfico de los países servidos por la ruta.

#### ARTICULO XVII

1) Las tarifas a ser cobradas por una cualquiera de las empresas designadas por cada Parte Contratante, para los trayectos de origen o destino del territorio de la otra Parte Contratante de conformidad con el Anexo al presente Convenio, serán sometidas a la aprobación de las Autoridades Aeronáuticas de las Partes Contratantes dentro de sus poderes respectivos y se fijarán, tanto como sea posible, por acuerdo entre las empresas designadas por ambas Partes Contratantes, y, en caso de que las empresas no sean miembros de la IATA o de otra organización similar, a un nivel razonable, teniendo en cuenta los factores siguientes:

- a) El costo de operación;
- b) tipo de aeronave utilizada en la explotación de la ruta;
- c) características del servicio; y
- d) beneficios razonables.

2) Las tarifas así establecidas por las empresas designadas serán sometidas a la aprobación de las Autori

dades Aeronáuticas de las Partes Contratantes cuando menos noventa (90) días antes de la fecha de entrada en vigor; en casos especiales este límite de tiempo podrá reducirse, sujeto al convenio mutuo de dichas autoridades.

3) Si las empresas designadas no pueden llegar a un acuerdo en cualesquiera de estas tarifas, o si por alguna otra razón una tarifa no puede fijarse de conformidad con las previsiones del párrafo 1.º de este Artículo, o si durante los primeros treinta (30) días del período de noventa (90) días mencionado en el párrafo segundo de este Artículo, una Parte Contratante avisa a la otra Parte Contratante que no está satisfecha con alguna tarifa convenida, de acuerdo con las previsiones del párrafo 1.º de este Artículo, las Autoridades Aeronáuticas de las Partes Contratantes tratarán de determinar una tarifa intermedia mediante común acuerdo entre las partes.

4) Si las autoridades aeronáuticas no pueden convenir en la aprobación de las tarifas sometidas a ellas de acuerdo con el párrafo 2.º de este Artículo y en la determinación de cualesquiera tarifas, de acuerdo con el párrafo 3.º, la disputa será resuelta de acuerdo con las previsiones del Artículo 9 del presente convenio.

5) Las tarifas establecidas de acuerdo con las previsiones de este Artículo permanecerán en vigencia hasta que nuevas tarifas hayan sido establecidas de acuerdo con las previsiones de este Artículo.

#### ARTICULO XVIII

a) Vuelos no regulares con origen o destino de los territorios de las Partes Contratantes podrán ser efectuados por una empresa de una Parte Contratante después de la autorización especial de las Autoridades Aeronáuticas de la otra Parte Contratante.

b) Las solicitudes de autorización de esta empresa, deberán llegar directamente a las Autoridades Aeronáuticas interesadas con un preaviso mínimo de 15 días antes del vuelo de la aeronave, sin contar los sábados, domingos y días festivos, excepto en caso de derogaciones que podrán ser solicitadas en casos excepcionales.

c) La realización de estos vuelos no regulares estará en todo caso subordinada al respeto de las normas internacionales aplicables a los vuelos floteados. La Autorización de las Autoridades Aeronáuticas se aplicará igualmente a las tarifas cobradas.

ARTICULO XIX

Cada Parte Contratante se compromete a otorgar a la otra Parte Contratante transferencia, a tipo de cambio oficial, del excedente de recibo de gastos realizados en su territorio de respecto al transporte de pasajeros, equipaje, correo y carga por las empresas designadas por la otra Parte Contratante, las cuales deberán ser autorizadas por las autoridades bancarias correspondientes. Siempre que el sistema de pago de las Partes Contratantes esté gobernado por un convenio especial, éste se aplicará.

DISPOSICION FINALARTICULO XX

El presente convenio entrará en vigor a partir de la fecha en la cual las dos Partes Contratantes se hayan notificado mutuamente el cumplimiento de sus formalidades constitucionales respectivas.

Hecho en Santo Domingo, el día 8 del mes de *Diciembre* del año 1969, en dos originales, en los idiomas español y francés, cada uno de los cuales será igualmente auténtico.

[Signed — Signé]<sup>1</sup>

Por el Gobierno  
de la República Dominicana:

[Signed — Signé]<sup>2</sup>

Por el Gobierno  
de la República Francesa:

<sup>1</sup> Signed by Fernando A. Amiamatio — Signé par Fernando A. Amiamatio.

<sup>2</sup> Signed by René Fourier-Ruelle — Signé par René Fournier-Ruelle.

CARTEL DE RUTAS**A - RUTAS FRANCESAS**

Desde las Antillas Francesas, vía Antigua, Saint Martin, San Juan de Puerto Rico (1), hacia Santo Domingo y más allá vía Haití y Jamaica hacia Guatemala, Méjico (2), y viceversa.

(1) No gozarán entre Santo Domingo y San Juan (Puerto Rico) y viceversa, sino de los derechos siguientes:

- a) Las empresas francesas podrán llevar en sus servicios hacia San Juan (Puerto Rico) solamente los pasajeros que originen en otro punto que no sea Santo Domingo y que después de hacer escala en Santo Domingo se dirijan a San Juan (Puerto Rico) o viceversa.
- b) Pasajeros que originen en Santo Domingo con destino hacia las Antillas Menores a un punto más allá de San Juan (Puerto Rico) y viceversa.

(2) No gozarán entre Santo Domingo y Méjico y viceversa sino de los derechos siguientes:

- Las empresas francesas podrán llevar en sus servicios hacia Méjico, solamente los pasajeros que originen en otro punto que no sea Santo Domingo y que después de hacer escala en Santo Domingo se dirijan a Méjico o viceversa.

**B - RUTAS DOMINICANAS**

Desde la República Dominicana, vía puntos intermedios, hacia Pointe-a-Pitre y Fort-de-France, y más allá hacia Barbados y Trinidad y un punto en las Antillas Holandesas, y viceversa.

CLAUSULA DE OMISION DE PUNTOS

Todo punto intermedio o más allá podrá ser omitido por una empresa designada, sobre todo o parte de su servicio, a condición de que el punto de origen esté situado en el territorio de la Parte Contratante que haya designado la empresa.

ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LA  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE DOMINI-  
CAINE MODIFIANT L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1969 RELA-  
TIF AUX TRANSPORTS AÉRIENS<sup>2</sup>

I

REPÚBLICA DOMINICANA  
SECRETARÍA DE ESTADO  
DE RELACIONES EXTERIORES<sup>3</sup>

Saint-Domingue D. N.  
20 de agosto de 1987

DEJ.-26227

Excellence:

J'ai l'honneur de m'adresser à vous faisant réfé-  
rence à la Réunion de Consultation Dominico-Française en -  
Matière Aérienne célébrée à Saint-Domingue du 4 au 7 Mai, -  
1987.

En ce sens, j'ai le plaisir de vous confirmer, au  
nom du gouvernement Dominicain, les engagements convenus à  
l'Annexe 2 de l'Acte Final de la dite Réunion, qui sont les  
suivants:

"ANNEXE 2

1- TABLEAU DES ROUTES

Le tableau des routes de l'Accord Aérien signé en-  
tre la République française et la République dominicaine le  
8 décembre 1969<sup>2</sup> à Saint-Domingue sera complété de la maniè-  
re suivante:

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 20 août 1987, date de la note de réponse, conformément aux dispositions desdites notes.

<sup>2</sup> Voir p. 24 du présent volume.

<sup>3</sup> La République dominicaine, Ministère des Affaires étrangères.

a) ROUTE DOMINICAINE

A la route régionale existante est ajoutée la route transatlantique suivante:

De la République Dominicaine, via des points intermédiaires , vers Paris et un point au-delà

b) ROUTE FRANÇAISE

A la route régionale existante est ajoutée la route transatlantique suivante:

De France via les Antilles françaises ou un point dans les Caraïbes \* ou Miami \* ou San Juan \* vers - Saint Domingue et au-delà vers Port-au-Prince \*\*

2- INTERVERSION DES POINTS

Les points intermédiaires ou au-delà prévus au tableau des routes pourront être desservis dans un ordre quelconque défini selon le choix de la partie concernée, à condition que le point de départ soit situé sur le territoire de la partie contractante ayant désigné la compagnie.

3- RUPTURE DE CHARGE

Les deux parties se reconnaissent mutuellement le droit de procéder, de manière exceptionnelle, à des ruptures de charge en tout point desservi par les entreprises désignées, qui, dans le cadre du présent Accord, seraient justifiées par des raisons d'économie d'exploitation.

---

\* Sans droits de trafic de cinquième liberté.  
\*\* Avec droits de trafic de cinquième liberté.

Cependant, aucune rupture de charge ne devra avoir pour effet de rendre l'exploitation des services agréés non conforme aux règles définies dans l'article 16 du présent - Accord".

En outre, j'ai l'honneur de proposer que la présente Note et la réponse de Votre Excellence confirmant l'acceptation de cette Annexe à l'Accord, au nom du Gouvernement - Français, soient considérées comme un accord entre les deux Gouvernements, qui entrera en vigueur à la date de la réponse de Votre Excellence.

Je saisis l'occasion pour vous renouveler les assurances de ma plus haute et distinguée considération.

[Signé]

FABIO F. HERRERA CABRAL  
Sous-Secrétaire, Chargé de la Secrétariat  
d'Etat de Relations Extérieures

Son Excellence  
Claude Fouquet  
Ambassadeur Extraordinaire  
et Plénipotentiaire de France  
en la République Dominicaine  
Saint-Domingue

## [SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

REPÚBLICA DOMINICANA  
SECRETARÍA DE ESTADO  
DE RELACIONES EXTERIORESSanto Domingo, D. N.  
20 de agosto de 1987

DEJ.-26227

Excelencia:

Tengo el honor de dirigirme a Usted en ocasión de referirme a la Reunión de Consulta Dominico-Francesa en Materia Aérea celebrada en la Ciudad de Santo Domingo durante los días del 4 al 7 de mayo de 1987.

En tal sentido, me complace confirmar en nombre del Gobierno Dominicano los compromisos acordados en el Anexo 2 del Acta Final de la referida Reunión, que son los siguientes:

## "ANEXO 2

1.- CUADRO DE RUTAS.-

El Cuadro de Rutas del Acuerdo Aéreo firmado entre la República Dominicana y la República Francesa el 8 de diciembre de 1969, se completa de la manera siguiente:

A) RUTA DOMINICANA.-

A la ruta regional existente se agrega la Ruta Transatlántica siguiente:

De la República Dominicana, vía puntos intermedios <sup>(1)</sup>, a París y un punto más allá <sup>(1)</sup>.



### B) RUTA FRANCESA.-

A la ruta regional existente se agrega la Ruta Transatlántica siguiente:

De Francia vía las Antillas Francesas o un punto en el Caribe \* o Miami \* o San Juan \* a Santo Domingo y más allá Puerto Príncipe \*\*.

### 2.- INVERSION DE PUNTOS.-

Los puntos intermedios o más allá previstos en el Cuadro de Rutas podrán ser servidos en un orden cualquiera definido según elección de la parte interesada, a condición de que el punto de partida esté situado en el territorio de la parte contratante designataria de la compañía.

### 3.- RUPTURA DE CARGA.-

Ambas partes se reconocen mutuamente el derecho a proceder, de manera excepcional, a rupturas de carga en cualquier punto servido por las empresas designadas, que dentro del marco del presente Acuerdo se justifiquen por razones de economía de explotación.

Sin embargo, ninguna ruptura de carga deberá tener por efecto hacer la explotación de los servicios acordados - no conforme con las reglas definidas en el Artículo 16 del presente Acuerdo".

---

\* Sin derecho de tráfico de Quinta Libertad.

\*\* Con derecho de tráfico de Quinta Libertad.

Además, tengo el honor de proponer que la presente Nota y la de respuesta de Vuestra Excelencia confirmando la aceptación del presente Anexo al Acuerdo a nombre del Gobierno de Francia, sean consideradas como las que constituyen un acuerdo entre los dos Gobiernos, el cual entrará en vigor en la fecha de la nota de respuesta de Vuestra Excelencia.

Aprovecho la oportunidad para renovarle las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

[Signed — Signé]

FABIO F. HERRERA CABRAL  
Subsecretario, Encargado de la Secretaría  
de Estado de Relaciones Exteriores

Excelentísimo Señor  
Claude Fouquet  
Embajador Extraordinario  
y Plenipotenciario de Francia  
Ciudad

## II

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
AMBASSADE DE FRANCE EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Saint-Domingue, le 20 août 1987

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de l'aimable note de Votre Excellence datée d'aujourd'hui, qui expose ce qui suit :

[*Voir note I*]

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que les dispositions qui précèdent rencontrent le plein accord du Gouvernement français et de lui proposer que la note de Votre Excellence et ma présente réponse constituent l'échange de notes prévu à l'article 7 de l'Accord de transports aériens entre la République dominicaine et la République française signé à Saint-Domingue le 8 décembre 1969, pour prendre effet immédiatement.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

CLAUDE FOUQUET  
Ambassadeur de France

Son Excellence  
Monsieur Fabio F. Herrera Cabral  
Sous-Secrétaire d'Etat, Chargé du Secrétariat d'Etat  
aux Relations Extérieures de la République Dominicaine  
Saint-Domingue

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
AMBASSADE DE FRANCE EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Santo Domingo, 20 de agosto de 1987

Excelencia:

Tengo el honor de avisar recibo de la atenta Nota de Vuestra Excelencia fechada el día de hoy, que dice lo siguiente:

[*See note I — Voir note I*]

Tengo el honor de informar a Vuestra Excelencia que las disposiciones que anteceden tienen la total aprobación del Gobierno francés, y de proponerle que la Nota de Vuestra Excelencia y mi presente respuesta constituyan el intercambio de Notas previsto en el Artículo 7 del Acuerdo de Transporte Aéreo entre la República Dominicana y la República Francesa firmado en Santo Domingo el 8 de diciembre, 1969, para entrar en vigor inmediatamente.

Hago propicia esta ocasión para renovar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta consideración.

CLAUDE FOUQUET  
Embajador de Francia

Su Excelencia  
Señor Fabio F. Herrera Cabral  
Subsecretario, Encargado de la Secretaría  
de Estado de Relaciones Exteriores  
de la República Dominicana  
Santo Domingo

---

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AIR TRANSPORT AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE DOMINICAN REPUBLIC

---

The Government of the French Republic and the Government of the Dominican Republic,

Desiring to promote the development of air transport services between the French Republic and the Dominican Republic and to support, to the fullest extent possible, international cooperation in this field,

Desiring to apply to such services the principles and provisions of the Convention on International Civil Aviation signed at Chicago on 7 December 1944<sup>2</sup>,

Have agreed as follows:

TITLE I

GENERAL PROVISIONS

*Article 1*

The Contracting Parties shall grant each other the rights specified in this Agreement with a view to the establishment of the international civil air services listed in the annex hereto.

*Article 2*

For the purpose of implementing this Agreement and its annex, the word “territory” shall be understood as defined in article 2 of the Convention on International Civil Aviation.

*Article 3*

1. Aircraft employed in international traffic by the designated airlines of one Contracting Party, as well as their regular equipment, reserves of fuel and lubricants, and aircraft stores (including food, beverages and tobacco) shall be exempt, on entry into the territory of the other Contracting Party, from all customs duties, inspection charges and other similar duties and fees, provided such equipment and supplies remain on board until they are re-exported.

2. The following shall likewise be exempt from the same duties or charges, excluding charges and payments relating to services performed:

(a) Aircraft stores of any origin taken on board in the territory of one Contracting Party, within limits fixed by the Authorities of the said Contracting Party,

---

<sup>1</sup> Came into force on 15 December 1970, the date of the last of the notifications (of 17 August and 15 December 1970) by which the Contracting Parties notified each other of the completion of their respective constitutional procedures, in accordance with article 20.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 15, p. 295. For the texts of the Protocols amending this Convention, see vol. 320, pp. 209 and 217; vol. 418, p. 161; vol. 514, p. 209; vol. 740, p. 21; vol. 893, p. 117; vol. 958, p. 217; vol. 1008, p. 213, and vol. 1175, p. 297.

and for use on board aircraft operating an international service of the other Contracting Party;

(b) Spare parts imported into the territory of one Contracting Party for the maintenance or repair of aircraft employed in the international services of the designated airlines of the other Contracting Party;

(c) Fuel and lubricants destined to supply aircraft operated in international traffic by the designated airlines of the other Contracting Party even though such supplies are to be used by such aircraft during flight over the territory of the Contracting Party in which they were taken on board.

3. Regular airborne equipment as well as material and stores on board the aircraft of one Contracting Party may not be unloaded in the territory of the other Party without the consent of its customs authorities. When so unloaded, they may be placed under the supervision of the said authorities until they are re-exported or officially cleared (customs declaration).

#### *Article 4*

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or validated by one of the Contracting Parties and still in force shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purposes of operating the air routes specified in the annex hereto.

Each Contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognize as valid, for the purpose of flight over its own territory, certificates and licences granted to its own nationals by another State.

#### *Article 5*

(a) The laws and regulations of each Contracting Party relating to the admission to or departure from its territory of aircraft employed in international air navigation, or to the operation and navigation of such aircraft during their stay in its territory, shall be applied to the aircraft of the airline or airlines designated by the other Contracting Party.

(b) Passengers, crews and cargo shippers shall be required to comply, either in person or through a third party acting on their behalf, with the laws and regulations of each Contracting Party governing the admission to, stay in and departure from its territory of passengers, crews or cargo, such as regulations relating to entry, clearance, immigration, customs and quarantine.

#### *Article 6*

Each Contracting Party reserves the right to withhold or revoke the operating authorization in respect of an airline designated by the other Contracting Party where, for sound reasons, it is not satisfied that preponderant ownership and effective control of that airline is vested in that Contracting Party or in its nationals, or where the airline fails to comply with the laws and regulations referred to in article 5 above or fails to fulfil its obligations under this Agreement.

#### *Article 7*

Either of the Contracting Parties may at any time request consultations between the competent authorities of the Contracting Parties in respect of the interpretation and application of this Agreement or amendments thereto.

Such consultations shall commence within no more than 60 (sixty) days from the date of receipt of the request.

Any amendments to this Agreement which have been decided upon shall enter into force after they have been confirmed by an exchange of notes through the diplomatic channel.

#### *Article 8*

Either of the Contracting Parties may at any time notify the other Contracting Party of its desire to terminate this Agreement. Notice to that effect shall be sent to the International Civil Aviation Organization at the same time. Termination shall become effective one year after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless such notice has been withdrawn by mutual agreement before that period expires. If no acknowledgement of receipt is made by the Contracting Party to which the notice was sent, it shall be deemed to have been received fifteen (15) days after its receipt at the headquarters of the International Civil Aviation Organization.

#### *Article 9*

1. If a dispute relating to the interpretation or application of this Agreement cannot be settled in accordance with the provisions of article 7 above, either by the aeronautical authorities or by the Governments of the Contracting Parties, it shall be referred to an arbitral tribunal at the request of either Contracting Party.

2. Such an arbitral tribunal shall be composed of three members. Each of the two Governments shall appoint one arbitrator. The two arbitrators shall agree on the appointment of a national of a third State as President.

If the two arbitrators have not been appointed within a period of two months from the date on which one of the two Governments proposes that the dispute be settled by arbitration, or if the arbitrators do not agree within the following month on the appointment of a President, either Contracting Party may request the President of the Council of the International Civil Aviation Organization to make the necessary appointments.

3. If the arbitral tribunal is unable to settle the dispute amicably, it shall take a decision by majority vote. Except as otherwise agreed by the Contracting Parties, it shall establish its own rules of procedure and shall determine its seat.

4. The Contracting Parties undertake to comply with any interim measures which may be decreed during the proceeding, as well as with the arbitral decision, which shall be deemed to be final in all cases.

5. If either of the Contracting Parties does not comply with the decisions of the arbitrators, the other Contracting Party may limit, withdraw or revoke any right or privilege granted under this Agreement to the non-compliant Contracting Party so long as compliance is refused.

6. Each Contracting Party shall bear the cost of remunerating its arbitrator and half the cost of remunerating the President.

#### *Article 10*

This Agreement and its annex shall be sent to the International Civil Aviation Organization for registration with that body.

## TITLE II

## AGREED SERVICES

*Article 11*

The Government of the Dominican Republic grants to the Government of the French Republic, and, reciprocally, the Government of the French Republic grants to the Government of the Dominican Republic the right to have operated, by one or more designated airlines, the air services described in the route schedules contained in the annex to this Agreement. Such services shall henceforth be referred to as "agreed services".

*Article 12*

(a) The agreed services may, at the discretion of the Contracting Party to which the rights have been granted, be operated immediately or at a later date, provided that:

- (1) The Contracting Party to which the rights have been granted has designated one or more airlines to operate the route or routes described;
- (2) The Contracting Party which grants the rights has, under the conditions stipulated in paragraph (b) below, given the requisite operating authorization to the airline or airlines concerned; such authorization shall be granted within the shortest possible time, subject to the provisions of article 6 of this Agreement.

(b) The designated airlines may be required to provide the aeronautical authorities of the Contracting Party which grants the rights with proof that they are able to meet the requirements set out in the laws and regulations which these authorities normally apply to commercial airline operation.

*Article 13*

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party, for the operation of its scheduled international air services (other than those which are operated in the framework of the said Agreement) by airlines of that other Contracting Party, as if the said airlines had been designated in accordance with the provisions of article 12 of this Agreement:

- (a) The right to fly over its territory without landing;
- (b) The right to make stops in the said territory for non traffic purposes.

2. For the purposes of implementing the provisions of paragraph 1 of this article, each Contracting Party shall be entitled to define the routes which are to be taken in its territory and the airports which are to be used by the airlines of the other Contracting Party.

*Article 14*

The airline or airlines designated by the French Government in accordance with this Agreement shall have, in the territory of the Dominican Republic, the right to set down and take on international traffic in passengers, mail and cargo at stops on the French routes listed in the annex hereto.

The airline or airlines designated by the Government of the Dominican Republic in accordance with this Agreement shall have, in French territory, the right to set



down and take on international traffic in passengers, mail and cargo at stops on the Dominican routes listed in the annex hereto.

#### *Article 15*

The airline or airlines designated by each of the two Contracting Parties shall be assured of fair, equitable treatment so as to enjoy equal opportunities for the operation of the agreed services.

In operating on common routes, the airlines shall take their mutual interests into account, so as not to affect unduly their respective services. In this spirit, they shall endeavour to achieve, on the routes covered by this Agreement, a maximum concentration of traffic in passengers and goods between the territories of their respective countries.

Moreover, for the operation of the routes mentioned in the French and Dominican route schedules, the airlines designated by the two Contracting Parties shall agree on the conditions under which the agreed services are to be operated and shall determine the capacity to be provided, so as to ensure, to the extent possible, an equal distribution of capacity.

#### *Article 16*

On each of the routes mentioned in the annex to this Agreement, the agreed services shall have as their primary objective the provision, at a load factor deemed to be reasonable, of adequate capacity to meet the normal requirements and those which might reasonably be anticipated of international air traffic from and to the territory of the Contracting Party which has designated the airline or airlines operating the said services.

Within the limit of the total capacity provided for in the first paragraph of this article, the airline or airlines designated by either Contracting Party may meet the traffic requirements between the territories of third States situated on the agreed routes and the territory of the other Contracting Party, taking into account local and regional services.

Additional capacity over and above that mentioned in the first paragraph of this article may be provided whenever it is warranted by the traffic requirements of the countries served by the route.

#### *Article 17*

1. The tariffs to be charged by any of the airlines designated by either Contracting Party for flights from or to the territory of the other Contracting Party in accordance with the annex to this Agreement, shall be submitted to the aeronautical authorities of the Contracting Parties for approval within the framework of their respective powers and shall, to the extent possible, be fixed by agreement between the airlines designated by the two Contracting Parties; if the airlines are not members of the International Air Transport Association or a similar organization, the tariffs shall be fixed at a reasonable level, taking into account the following particulars:

- (a) Operating costs;
- (b) The type of aircraft used in the operation of the route;
- (c) Service characteristics;
- (d) Reasonable profits.

2. The tariffs so fixed by the designated airlines shall be submitted to the aeronautical authorities of the two Contracting Parties for approval no less than 90 days before the date of their entry into force; in special cases, this time-limit may be reduced, subject to the agreement of the said authorities.

3. Should the designated airlines fail to agree on the fixing of a tariff, or if, for any other reason, a tariff cannot be fixed in accordance with paragraph 1 of this article, or if, during the first 30 days of the 90-day period mentioned in paragraph 2 of this article, one Contracting Party notifies the other Contracting Party that it is dissatisfied with the tariff proposed in accordance with the provisions of paragraph 1 of this article, the aeronautical authorities of the Contracting Parties shall endeavour to determine a compromise tariff by mutual agreement.

4. If the aeronautical authorities are unable to approve the proposed tariffs in accordance with paragraph 2 of this article, or to fix any tariff in accordance with paragraph 3 of this article, the dispute shall be settled in accordance with the provisions of article 9 of this Agreement.

5. The tariffs fixed in accordance with the provisions of this article shall remain in force until new tariffs have been fixed in accordance with the same provisions.

#### *Article 18*

A. Unscheduled flights from or to the territories of the Contracting Parties may be made by an airline of a Contracting Party subject to special authorization from the aeronautical authorities of the other Contracting Party.

B. Authorization requests from that airline shall, except in the case of derogations, which may be requested in exceptional circumstances, be sent directly to the aeronautical authorities concerned at least 15 days prior to the flight of the aircraft, excluding Saturdays, Sundays and holidays.

C. The carrying out of such unscheduled flights shall, in any case, be subject to the observance of the international rules applicable to charter flights. The tariffs applied shall also be subject to the consent of the aeronautical authorities.

#### *Article 19*

Each Contracting Party undertakes to grant to the other Contracting Party the right of free transfer, at the official exchange rate, of the excess of those receipts over expenditure earned in its territory by the designated airlines of the other Contracting Party from the transport of passengers, baggage, mail and cargo. Such transfers shall be authorized by the competent banking authorities. Should methods of payment between the Contracting Parties be regulated by a special agreement, that agreement shall be applicable.

### FINAL PROVISION

#### *Article 20*

This Agreement shall enter into force on the date on which the two Contracting Parties notify each other of the completion of their respective constitutional procedures.

DONE at Santo Domingo on 8 December 1969, in duplicate in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:

[*Signed*]

RENÉ FOURIER-RUELLE

For the Government  
of the Dominican Republic:

[*Signed*]

FERNANDO A. AMIAMATIO

## ROUTES SCHEDULE

A. *French routes*

From the French Antilles via Antigua, St. Martin and San Juan, Puerto Rico, (1) to Santo Domingo and points beyond via Haiti and Jamaica to Guatemala and Mexico (2) and vice versa.

(1) Between Santo Domingo and San Juan, Puerto Rico, the designated French airline or airlines shall have only the following rights:

(a) The right to pick up in Santo Domingo passengers embarked at a point other than Santo Domingo who, after stopping in Santo Domingo, are destined for San Juan, Puerto Rico, and vice versa;

(b) The right to pick up in Santo Domingo passengers embarked in Santo Domingo who are destined for points situated in the Lesser Antilles beyond San Juan, Puerto Rico, and vice versa.

(2) Between Santo Domingo and Mexico, the designated French airline or airlines shall be entitled only to pick up in Santo Domingo passengers embarked at a point other than Santo Domingo who, after stopping in Santo Domingo, are destined for Mexico, and vice versa.

B. *Dominican routes*

From the Dominican Republic via intermediate points to Pointe-à-Pitre and Fort-de-France and points beyond to Barbados, Trinidad and a point in the Netherlands Antilles.

C. *Omission of points*

A designated airline may omit all or part of its service to any intermediate point or points beyond, provided that such service shall have its starting-point in the territory of the Contracting Party designating the airline.

---

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE DOMINICAN REPUBLIC AMENDING THE AIR TRANSPORT AGREEMENT OF 8 DECEMBER 1969<sup>2</sup>

I

STATE SECRETARIAT FOR FOREIGN AFFAIRS

Santo Domingo, Dominican Republic  
20 August 1987

DEJ.-26227

Sir,

I have the honour to refer to the consultations between the Dominican Republic and France, held in Santo Domingo from 4 to 7 May 1987, concerning air transport.

On behalf of the Dominican Government, I should like to confirm the undertakings given in annex 2 of the final record of those consultations, which are as follows:

“ANNEX 2

“1. *Route schedule*

“The route schedule relating to the Air Transport Agreement signed by the Dominican Republic and the French Republic on 8 December 1969<sup>2</sup> shall be supplemented as follows:

“A. *Dominican route*

“The following transatlantic route shall be added to the existing regional route:

“From the Dominican Republic via intermediate points\* to Paris and a point beyond\*.

“B. *French route*

“The following transatlantic route shall be added to the existing regional route:

“From France via the French Antilles or a point in the Caribbean\* or Miami\* or San Juan\* to Santo Domingo and points beyond Port-au-Prince\*\*.

\* Without traffic rights under the fifth freedom.

\*\* With traffic rights under the fifth freedom.

<sup>1</sup> Entered into force on 20 August 1987, the date of the note in reply, in accordance with the provisions of the said notes.

<sup>2</sup> See p. 51 of this volume.

“2. *Inversion of points*

“The intermediate points or points beyond provided for in the route schedule may, at the option of the Party concerned, be served in any order, provided that such service shall have its starting-point in the territory of the Contracting Party designating the airline.

“3. *Breaking bulk*

“Both Parties shall recognize each other’s right to break bulk, in exceptional cases, at any point served by the designated airlines, as may be warranted within the framework of this Agreement for reasons of economy of operation.

“However, such action shall not have the effect of rendering the operation of the agreed services inconsistent with the rules set out in article 16 of this Agreement”.

I also have the honour to propose that this note and your reply confirming the French Government’s acceptance of this annex to the Agreement shall constitute an Agreement between the two Governments and shall enter into force on the date of your reply.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

[*Signed*]

FABIO F. HERRERA CABRAL  
Under-Secretary and Chargé d’affaires  
State Secretariat for Foreign Affairs

His Excellency  
Mr. Claude Fouquet  
Ambassador Extraordinary  
and Plenipotentiary of France  
Santo Domingo

FRENCH REPUBLIC  
EMBASSY OF FRANCE IN THE DOMINICAN REPUBLIC

Santo Domingo, 20 August 1987

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated today, which reads as follows:

*[See note 1]*

I have the honour to inform you that the French Government fully agrees to the foregoing provisions and to propose that your note and this reply shall constitute the exchange of notes provided for in article 7 of the Air Transport Agreement between the Dominican Republic and the French Republic, signed at Santo Domingo on 8 December 1969, and shall enter into force immediately.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

CLAUDE FOUQUET  
Ambassador of France

His Excellency  
Mr. Fabio F. Herrera Cabral  
Under-Secretary and Chargé d'affaires  
State Secretariat for Foreign Affairs  
of the Dominican Republic  
Santo Domingo

---

